



## Indicateurs macroéconomiques

# Le Maroc, un pays à l'économie dynamique

Dounia Mounadi  
dmounadi@aujourd'hui.ma

Entre réformes, instabilité de l'environnement international et évolution erratique des conditions climatiques, le Maroc est en mutation continue. Une situation qui fait du Royaume un vaste chantier de réformes entraînant des mutations structurelles et un dynamisme remarquable de l'activité économique du pays qui n'a cessé de se consolider depuis la fin des années 90. C'est ce qui se dégage de la nouvelle édition du tableau de bord des indicateurs macroéconomiques publiée par la Direction des études et des prévisions financières (DEPF) relevant du ministère de l'économie et des finances. Une étude réalisée dans l'objectif de mieux cerner ces évolutions et ces mutations structurelles de l'économie marocaine et faire ressortir les principales tendances de l'économie marocaine depuis 1990.

### Des réformes stratégiques pour le pays

Le Maroc a réussi à incorporer les fruits des réformes et les acquis du passé récent à son modèle de développement économique. Ce modèle a été fondé sur la consolidation de la croissance endogène par le renforcement de l'investissement public, l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens et par la poursuite du processus de diversifica-

tion et d'amélioration de la compétitivité du tissu productif. Cet appui aux fondamentaux de la croissance a été couplé à des efforts visant l'amélioration du profil des finances publiques et l'accompagnement des stratégies sectorielles pour une meilleure implication du monde de l'entreprise.

En ce sens, grâce à l'éventail de réformes structurelles engagé par le Royaume, l'économie marocaine s'est inscrite dans une phase de croissance conforme à son potentiel d'environ 5% et a su capitaliser sur ses acquis pour consolider davantage ses fondamentaux macroéconomiques, abordant ainsi dans des conditions relativement confortables la crise financière internationale.

### Une obstacle majeur : la crise...

La dernière crise économique et financière mondiale a mis en exergue les fragilités structurelles de notre économie qui risquent de constituer une entrave à l'avènement d'une croissance pérenne et inclusive à moyen et long termes. Ces fragilités concernent, notamment, la contribution négative du commerce extérieur à la croissance économique, en raison des limites et de la lenteur du processus de diversification de l'offre exportable conjuguée au poids important des importations, à la forte dépendance

énergétique, à la faiblesse du rendement du système éducatif national, à la faible adéquation entre la formation et l'emploi et au manque de coordination, de convergence et d'intégration des stratégies sectorielles qui limite leur efficacité et leur impact effectif sur le citoyen.

### Compétitivité : Le Maroc à la traîne

La part du marché mondial détenue par le Maroc a quasiment stagné entre 2000 et 2013. Cette part s'est située autour de 0,11% durant la période 2000-2007 et de 0,12% durant la période 2008-2013. À l'opposé de la tendance marocaine, les principaux concurrents du Maroc ont consolidé leurs parts de marché entre 2000 et 2013. En effet, les pays tels que la Chine, l'Inde, la Pologne, le Brésil, la République Tchèque, la Turquie, la Corée du Sud, le Chili, le Singapour et la Hongrie affichent une part importante dans le marché mondial et améliorent continuellement leurs positions exportatrices. Il convient, toutefois, de relever que sur la période 2008-2013, la part du Maroc dans le marché mondial s'est inscrite dans une tendance haussière, après quatre années de baisse successives, pour se situer à 0,117% en 2013.

Ce ratio a atteint son niveau le plus élevé (0,122%) en 2008, en lien, notamment, avec la croissance

importante des exportations des phosphates et dérivés au cours de cette année, alors que la part de marché la plus faible (0,10%) a été enregistrée en 2006, en raison d'une croissance moins dynamique des exportations marocaines comparées avec les importations mondiales.

### Demande étrangère : L'UE en recul

La demande étrangère en volume adressée au Maroc a connu une progression continue au cours de la décennie 2000. Elle a été de moins en moins rapide durant la période 2008-2013 (1%) en comparaison avec la période 2000-2007 (5,5%), et ce, en rapport avec la récession au niveau de l'économie mondiale à partir de 2009.

À noter que la croissance de la demande mondiale atteindrait 3,1% pour l'année 2014 et 4,1% pour l'année 2015. De même, le rythme de croissance de la demande adressée au Maroc émanant de l'Union européenne a baissé de 4,9 points, passant de 5,1% durant la période 2000-2007 à 0,17% durant la période 2008-2013. Cette baisse de la demande de l'Union européenne adressée au Maroc est corroborée par la dépréciation de 4,8 points qu'a connue le taux de change effectif réel durant la période 2008-2013, pour se situer à 97,4 en 2013.

Tableau de bord sectoriel

# Un seul impératif : la modernisation de la base productive

Dounia Mounadi  
dmounadi@aujourd'hui.ma

La contribution sectorielle à la croissance économique marocaine est évidente. Cependant, l'analyse rétrospective de la contribution des différentes branches d'activité à la dynamique de croissance et de l'emploi qualifié dénote clairement des gaps qui restent à rattraper en termes de modernisation de la base productive du Maroc. Dans ce sens, les différentes stratégies lancées au cours de ces dernières années ont permis, certes, d'impulser une nouvelle dynamique dans des secteurs stratégiques à l'instar de l'agriculture et de l'industrie, mais il n'en demeure pas moins que des défis majeurs restent à relever. Ainsi, que ce soit en termes de montée en chaîne de valeur, de valorisation/commercialisation, de formation et de logistique, le Maroc est appelé à tirer profit des opportunités qui s'offrent sur le plan national, régional et international et de parer aux risques inhérents à la recrudescence de la concurrence aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur. C'est le principal message adressé par la Direction des études et des prévisions financières (DEPF) relevant du ministère de l'économie et des finances dans sa récente publication intitulée «Tableau de bord sectoriel». C'est ainsi que secteur par secteur, la DEPF relève les caractéristiques de chaque branche et son apport à l'économie nationale.

## Transports : L'infrastructure comme booster

Le secteur de transport contribue à hauteur de 3,9% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7,1% de celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2013. Ce secteur emploie plus de 500.000 personnes, soit 5% de la population active occupée, dont 6,6% dans le milieu urbain.

## Industrie : L'automobile en force...

Le secteur de l'industrie contribue à hauteur de 15,5% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 52,5% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2013. Il emploie plus de 1,2 million de personnes soit 11,4% de la population active occupée.

## L'agriculture : Un secteur vital...

Le secteur primaire joue un important rôle économique, social et environnemental prépondérant dans notre

pays. Il a représenté près de 15,5% du total des valeurs ajoutées aux prix courants durant la période 2008-2013, avec 14,4% pour l'agriculture et 1,1% pour la pêche. Il a contribué pour 1,3 point à la croissance réelle du PIB (4,1%) sur la même période et emploie plus de 4 millions de personnes, soit 39,3% de la population active occupée.

## Energie : L'avenir c'est le renouvelable

Le secteur de l'énergie contribue à hauteur de 2,7% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 9,1% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2013. Il emploie directement plus de 37,9 milliers de personnes soit 0,4% de la population active occupée.

## BTP : Une conjoncture difficile

Le secteur du bâtiment et travaux publics contribue à hauteur de 6,6% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 22,3% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2013. Il emploie près d'un millions de personnes soit 9,3% de la population active occupée, dont 11% dans le milieu urbain.

## Tourisme : Une vision claire

Le secteur touristique représente 6,8% du PIB au titre de l'année 2013. Il totalise, dans son ensemble, 500.000 emplois. En 2014, ce secteur a drainé



des recettes en hausse de 57 milliards de dirhams avec 10,28 millions de touristes et 2,7% pour les nuitées.

## Télécoms : Un développement continu

Le secteur des télécommunications contribue à hauteur de 3% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 5,5% de celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2013. Le secteur compte plus de 40 millions d'abonnés au téléphone fixe

et à la téléphonie mobile et 16 millions d'internautes.

## L'assurance : Un secteur en expansion

En 2013, la pénétration de l'assurance en pourcentage du PIB est de 3,1% pour l'ensemble des primes, soit 1% pour l'assurance vie et 2,1% en assurance non vie et situe le Maroc au 47ème rang mondial. Au niveau du monde arabe, le Maroc occupe la deuxième place après le Liban.